



# Démocratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires

Lettre n° 227 du 13 février 2022

Au sommaire :

- « *Convoi de la liberté* », le mécontentement contre la vie chère, la police sanitaire et les inégalités a besoin d'une politique pour contraindre Macron et les patrons - *Laurent Delage*
- **Ukraine** : surenchères guerrières, marchandage contre les peuples, le militarisme et la guerre comme politique internationale - *Yvan Lemaitre*
- **La question du logement, celle de l'organisation de la société et de la propriété capitaliste** *Isabelle Ufferte*

## « *Convoi de la liberté* », le mécontentement contre la vie chère, la police sanitaire et les inégalités a besoin d'une politique pour contraindre Macron et les patrons

En quelques jours, le « *convoi de la liberté* » a rassemblé des centaines de milliers de membres sur les réseaux sociaux, annonçant sa montée sur Paris ce week-end, puis sur Bruxelles le 14 février. Plus ou moins inspirés confusément du mouvement des camionneurs au Canada aux couleurs trumpistes et d'extrême-droite, ces « convois » mélangent à la fois des participants des manifestations du samedi, contre le pass vaccinal mais aussi antivax, et des Gilets Jaunes venant porter des revendications sociales face à la vie chère, au prix des carburants qui flambe et au pouvoir d'achat qui dégringole.

Ils expriment une colère dont nous sommes pleinement solidaires, que beaucoup partagent et que l'absence de politique du mouvement ouvrier laisse sans perspective. Cette colère s'exprime avec confusion, mélangeant révolte de ceux d'en bas, refus du mépris et souverainisme, comme si l'offensive capitaliste était le fait des seules « *directives européennes* », ou défense d'une « *liberté* » individuelle brandie contre l'autoritarisme mais souvent dissociée de la lutte collective. Une confusion qui permet aux démagogues d'extrême-droite comme Philippot, Le Pen ou Zemmour de tenter de la détourner sur leur terrain pour leurs calculs électoraux.

Le gouvernement, bien conscient de la menace d'une explosion sociale, panique et réprime. Si Macron a déclaré « *nous avons besoin de concorde, de beaucoup de bienveillance collective* », c'est pour mieux laisser Darmanin attaquer : « *ce n'est pas la chienlit la République Française* ». Le préfet de Paris Lallement s'est exécuté avec zèle,

avec un dispositif de 7200 gendarmes, blindés, tracteurs et dépanneuses de la police, une centaine d'arrestations et des amendes en cascade !

Le pouvoir, les classes dominantes qu'il sert, craignent d'autant plus cette colère que leur incurie éclate au grand jour, tant sur le terrain de la crise sanitaire que de celui de la crise sociale dans laquelle ils nous plongent.

### Une légitime colère qui nécessite une réponse d'ensemble

La satisfaction des exigences qui sont au cœur du mécontentement et de la colère ne pourra pas être obtenue sans un affrontement avec le grand patronat et l'État. Les travailleurs, les classes populaires n'ont rien à attendre de l'élection présidentielle.

Ils n'ont rien à attendre non plus du dialogue social sur lequel comptent désespérément les directions syndicales, sans autre politique que les journées d'action sans lendemain après le 27 janvier, suivi par un appel à la grève féministe du 8 mars, une future journée de grève le 17 mars avec en perspective... un 1<sup>er</sup> mai unitaire !

La gauche syndicale et politique se refuse à entamer la confrontation, à formuler un plan d'ensemble, un programme pour l'intervention des travailleurs eux-mêmes, qui permettrait au mouvement ouvrier d'offrir une tout autre perspective à la colère qui s'exprime dans tout le pays. Il faut en finir avec la police sanitaire. Une réelle politique de santé signifie embaucher des soignants, lever les brevets, mettre en œuvre une réelle coopération de la

recherche et de la production de vaccins qui implique de socialiser les trusts pharmaceutiques.

Face à la situation intolérable des Ephad révélée au grand jour par le scandale d'Orpea, profitant de l'argent public tout en imposant des conditions révoltantes aux personnes âgées comme au personnel, il est urgent d'exproprier ces groupes privés et de créer un service public du grand âge, sous le contrôle des salariés et des familles.

Alors que les hausses de prix frappent durement les classes populaires et que l'INSEE revoit ses prévisions d'inflation à la hausse pour juin, les salaires stagnent : la médiane d'augmentation des salaires a atteint 1,4 % en 2021, le point d'indice de la fonction publique reste gelé et le SMIC a juste augmenté de 0,9 % en janvier. Par contre, les profits cumulés du CAC 40 ont dépassé 137 milliards d'euros en 2021, 14 milliards rien que pour TotalEnergies qui profite à plein de la flambée des prix des carburants ! Il faut des augmentations de 400 € net des salaires et pas un revenu inférieur à 1800 € net ; l'échelle mobile des rémunérations, indexée sur les prix et contrôlée par les salariés et les consommateurs ; la suppression de la TVA et de la TIPP, ces impôts les plus injustes supportés par les classes populaires alors que les gouvernements successifs n'ont fait que baisser les impôts des plus riches.

BNP, Crédit Agricole et Société Générale ont engrangé 24 milliards d'euros en 2021 et l'ensemble des grandes ban-

ques françaises devraient atteindre le record de 32 milliards ! Les banques captent les milliards des « plans de relance » par la dette et les spéculations financières. Lutter contre l'appauvrissement des 99 % passe par l'expropriation des grands patrons de la finance pour imposer un monopole public bancaire, contrôlé par les salariés, assurant le fonctionnement du crédit en fonction des intérêts de la collectivité.

Ces mesures sont indispensables, incontournables si l'on veut sincèrement lutter contre les inégalités et les injustices. Leur mise en œuvre nécessite d'imposer une autre logique économique qui permette de satisfaire les besoins élémentaires de toutes et tous.

Les élections présidentielles seront l'occasion de dire notre accord avec ce programme, notre volonté de le faire vivre en votant révolutionnaire, en votant pour notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA, ou pour un des deux autres candidats révolutionnaires, Nathalie Arthaud et Anasse Kazib, en espérant que tous réussissent à franchir le barrage antidémocratique des parrainages.

Au-delà des désaccords et des sectarismes, nos voix s'additionneront, comme nos forces devraient s'additionner pour impulser une dynamique au sein du monde du travail et de la jeunesse, pour construire l'instrument de nos luttes et combats à venir.

Laurent Delage

---

## **Ukraine : surenchères guerrières, marchandage contre les peuples, le militarisme et la guerre comme politique internationale**

Les bruits de bottes aux portes de l'Europe, aux frontières de l'Ukraine, laissent entrevoir les enchaînements meurtriers et dramatiques que pourraient entraîner les négociations des rapports de force entre les grandes puissances et les États. Macron, tout préoccupé d'utiliser sa position de président du conseil européen pour donner de la hauteur à sa candidature à venir, s'est empressé de jouer le monsieur bons-offices en allant rencontrer Poutine puis, à Kiev, le président ukrainien, Zelensky, non sans avoir pris conseil auprès de Biden et de... Boris Johnson. Il pose au champion de la paix alors que la France est membre de l'Otan, principal fauteur de guerre. Poutine a salué ses efforts « pour résoudre la question de la sécurité en Europe » sans bien évidemment bouger d'un iota sur ses positions : que l'Otan s'engage par traité à ne jamais admettre l'Ukraine en son sein et qu'elle retire ses forces militaires des pays de l'Est qui en sont devenus membres depuis 1999. Macron l'a invité à « bâtir des garanties concrètes de sécurité » sans autres précisions tout en se revendiquant du droit de l'UE de s'étendre aux pays qui le souhaitent. Des déclarations pour masquer une politique agressive, réaffirmée à Kiev aux côtés de Zelensky, qui n'écartent en rien la possibilité du pire.

Depuis le ballet diplomatique s'intensifie, les tensions aussi avec le début des manœuvres militaires en Biélo-

russie et les propos de Biden répétant que l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe serait imminente. Ce que d'ailleurs il fait depuis des semaines...

Poutine, qui a massé aux frontières de l'Ukraine ces dernières semaines près de 120 000 soldats, ainsi que des centaines d'avions de chasse, de blindés, d'hélicoptères d'assaut et de missiles, s'est justifié de son droit à se défendre tout en restant toujours évasif sur les projets que lui prêtent les USA d'envahir l'Ukraine qui postule à intégrer l'UE et l'Otan.

Cette montée des tensions guerrières est une nouvelle étape dans la négociation armée des rapports de forces entre grandes puissances. Quelles que soient les visées des différents États engagés dans l'affrontement diplomatique-militaire, la responsabilité première revient aux USA dans la continuité de leur politique pour perpétuer leur domination sur le monde alors que celle-ci est minée par le développement des autres grandes puissances dont la Russie et la Chine, les deux « menaces », mais, plus globalement, par la mondialisation du marché et de la concurrence capitaliste.

### **L'Otan, coalition militaire au service des USA et de leurs alliés**

La disparition du pacte de Varsovie au lendemain de l'effondrement de l'URSS en 1991 n'a pas conduit à la dissolution de l'Otan, créée pour faire face à ladite « menace soviétique ». Bien au contraire, les États-Unis ont poussé à son extension à l'est vers les pays de l'ex-glacis de l'URSS avec l'appui de l'Allemagne, désireuse de faire de la Mitteleuropa sa zone d'influence.

La même alliance est responsable de la guerre dans les Balkans, sous l'administration Clinton, qui démantela la Yougoslavie. La guerre fut menée sans l'aval de l'ONU. En créant de nouveaux États, elle donnait le signal de l'élargissement de l'Otan et de l'Union européenne, y compris à la Turquie, fortement encouragé par Washington. La Slovaquie entra dans l'UE et dans l'Otan en 2004. Les dates pour la Croatie sont respectivement 2013 et 2009. Serbie, Bosnie, Kosovo, Albanie et Macédoine du Nord sont encore candidats à l'entrée dans l'Union.

Puis les États-Unis ont installé des éléments de leur bouclier antimissile en Europe de l'Est, ce qui contrevient à l'accord Russie-Otan, signé en 1997, garantissant à Moscou que les Occidentaux n'installeraient pas de nouvelles infrastructures militaires permanentes.

Depuis l'effondrement de l'URSS, l'Otan a étendu ses frontières à l'est de 1 280 kilomètres, incorporant la Pologne, la Hongrie, la République tchèque, la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovaquie. En 2021, elle a officiellement reconnu l'Ukraine elle-même comme un « membre aspirant », et la Suède et la Finlande envisagent également de rejoindre l'alliance anti-russe. La Finlande et l'Estonie sont toutes deux à moins de 200 kilomètres de Saint-Petersbourg, et la frontière orientale de l'Ukraine est à moins de 750 kilomètres de Moscou. Les États-Unis ont déjà plus de 150 conseillers militaires en Ukraine, y compris des forces d'opérations spéciales, qui rejoignent les conseillers du Royaume-Uni, du Canada, de la Lituanie et de la Pologne.

## **Indépendance nationale de l'Ukraine et marchandage entre grandes puissances**

Dans le cadre de cette offensive politique et militaire, les États Unis et l'UE ont déployé une offensive diplomatique en direction de l'Ukraine, offensive qui a débouché sur un coup de force au moment des manifestations de Maidan en 2014 instaurant un régime pro-occidental. Moscou a remis la main sur la Crimée qui bénéficiait d'un statut spécial et s'est assuré le contrôle du Donbass à l'est de l'Ukraine. Depuis, ce dernier est le théâtre d'une guerre civile entre des forces pro-russes aidées directement par Moscou et les militaires ukrainiens. Les accords de Minsk, signés en 2015, qui entérinent cette « fédéralisation » forcée de l'Ukraine, ont fixé la « ligne de contact » entre les forces ukrainiennes et celles des républiques séparatistes de Donetsk et de Louhansk. Depuis lors, les incidents armés à la frontière ont fait environ 13 000 morts et près de deux millions de déplacés entre 2014 et 2020.

La situation s'est encore dégradée en novembre dernier lorsque les États-Unis, suivis de l'Otan, se sont saisis de

manœuvres de troupes russes à la frontière pour accuser Moscou de vouloir déstabiliser l'Ukraine et de chercher un prétexte pour franchir ses frontières.

L'escalade de la force s'est poursuivie début janvier. L'entrée de troupes russes en Biélorussie le 18 janvier en vue de la « *préparation de combat [...] du fait de l'aggravation de la situation politico-militaire dans le monde, l'augmentation continue des tensions en Europe, notamment aux frontières ouest et sud du Bélarus* » a alimenté les accusations des États-Unis, qui ont notamment débloqué 200 millions de dollars supplémentaires d'aide sécuritaire à l'Ukraine. L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie ont quant à elles annoncé la livraison d'armes.

Aujourd'hui, s'il semble encore peu probable que l'escalade militaire puisse aller jusqu'à la confrontation directe entre les forces russes et les armées de l'Otan, il est bien difficile de voir quelle pourrait être la porte de sortie. Macron a évoqué sans la nommer une « finlandisation » de l'Ukraine, sur laquelle la Russie renoncerait à ses droits avec des garanties de neutralité. Difficile à imaginer, cette neutralité étant pour le moins incertaine au moment où justement la Finlande s'engage du côté de l'Otan et envisage d'y entrer. Aucune solution stable ne peut être trouvée de par les objectifs des parties en conflits, tant les USA et l'Otan que la Russie ou le pouvoir de Kiev, sans l'intervention directe des travailleurs, des peuples qui inspirent tant de crainte à Poutine comme à Biden.

## **La perpétuation de l'hégémonie américaine facteur de guerre**

L'offensive libérale et impérialiste des USA au lendemain de la chute de l'URSS a provoqué une exacerbation des tensions internationales. Le développement du marché capitaliste à l'échelle mondiale s'est accompagné du développement du militarisme non seulement de la part des USA et des grandes puissances mais dans tous les États pour faire face aux conséquences politiques de la déstabilisation engendrée par l'exacerbation de la concurrence. Les guerres d'Irak, de Somalie, d'Afghanistan, du Pakistan, de Libye, de Syrie ou du Mali ont accentué les tensions et le désordre mondial, accéléré la militarisation.

En Russie, Poutine, garant du pouvoir des oligarques et de la bureaucratie, ne peut voir sa zone d'influence menacée sans réagir, sans chercher des alliés pour négocier sa place dans le cadre d'un ordre mondial fondé sur un équilibre entre les grandes puissances. Ce projet de Grande Russie inclut l'Ukraine, la Biélorussie, l'Arménie et le Kazakhstan.

Sa politique a aussi pour visée l'Europe centrale et de bonnes relations commerciales avec l'Allemagne dont le chancelier, Olaf Scholz, vient de faire le voyage à Washington pour faire allégeance à Biden. Il lui est reproché de brader les intérêts de l'Otan au profit de ses relations avec la Russie et Gazprom qui fournissent l'Allemagne en gaz.

C'est dans le cadre de cette politique que s'inscrit le rapprochement avec la Chine, avec laquelle la Russie a consolidé son alliance par le biais de diverses institutions telles

que l'Organisation de coopération de Shanghai, son intégration dans la Nouvelle route de la soie et les institutions financières destinées à faire face aux sanctions économiques, entre autres, ainsi qu'en faisant bloc au Conseil de sécurité des Nations unies.

Une déclaration russo-chinoise « *sur l'entrée des relations internationales dans une nouvelle ère* » a été publiée à l'issue de la rencontre entre Poutine et Xi Jinping, à Pékin, juste avant l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver. Ils s'y disent « *opposés à tout élargissement futur de l'Otan* », faisant écho à l'exigence première de Moscou pour parvenir à une désescalade des tensions russo-occidentales en Ukraine.

La politique dont Macron se fait le champion propose comme issue à la crise ukrainienne un accord de sécurité de la Russie avec l'UE en exerçant la pression diplomatico-militaire la plus forte possible sur Poutine et, aussi voire surtout, sur les sommets de l'État et les oligarques. Un tel accord détournerait la Russie de la Chine mais il représenterait un recul pour Poutine difficilement envisageable de par la fragilité de sa dictature.

## **La militarisation de la concurrence mondialisée**

Le bras de fer autour de l'Ukraine est une illustration, particulièrement inquiétante, de la nature des rapports internationaux dans lesquels la guerre n'est pas simplement la continuation de la politique par d'autres moyens mais bien une composante déterminante des rapports de forces, un instrument de propagande, complément indispensable de ce que les économistes aux ordres appellent hypocritement le libre marché. En filigrane des tensions et conflits diplomatico-militaires se trouvent les rivalités commerciales, en tout premier lieu celles qui touchent à l'approvisionnement en matières premières.

Ainsi l'avenir du gazoduc Nord Stream II, qui relie les côtes russes au port allemand de Greifswald via la Baltique et achemine au plus court le gaz russe en Allemagne, est au cœur des négociations en cours alors que la Russie fournit 40 % du gaz importé par l'Europe.

Par ailleurs, l'Ukraine est l'une des portes terrestres de la Nouvelle route de la soie vers l'Europe pour la Chine, qui a conclu des accords commerciaux avancés avec plusieurs pays d'Europe orientale. Les cours du pétrole, dont la Russie est l'un des premiers producteurs au monde, sont aussi liés en partie au destin de l'Ukraine. Tout affrontement en Ukraine peut faire grimper le prix du baril.

Une aggravation de la hausse des prix de l'énergie rendrait prohibitifs les coûts de production des métaux, notamment de l'aluminium et du zinc. La crise du gaz peut également contribuer à la hausse des prix alimentaires car l'énergie fossile est l'ingrédient incontournable pour la fabrication des engrais azotés. Enfin, l'Ukraine est l'un des huit grands exportateurs de blé avec environ 10 % des exportations mondiales, la Russie en représente près de 20 %.

## **Des menaces de sanctions qui pourraient accentuer les risques de krach**

Biden brandit la menace de nouvelles sanctions contre la Russie, une arme à double tranchant dans une économie où les interdépendances sont omniprésentes. En cas d'exclusion de la Russie du système mondial de paiement SWIFT, les 56 milliards de dollars d'actifs financiers occidentaux et les 310 milliards d'euros placés dans des entreprises russes seraient menacés. La fermeture du gazoduc Nord Stream 2 envisagée par Biden entraînerait non seulement une « *rupture totale des relations* » de la Russie avec les États-Unis mais pourrait avoir d'importantes répercussions sur les prix de l'énergie.

Si la Russie, qui augmente délibérément le prix de ses exportations de gaz vers l'Europe en tant que mesure de pression géopolitique depuis des mois, devait décider soit d'augmenter encore le prix, soit de couper directement les approvisionnements, cela pourrait provoquer une récession et de grandes difficultés dans l'approvisionnement en électricité et en chauffage d'une grande partie de l'Europe centrale.

Une telle guerre énergétique, financière et commerciale pourrait provoquer un effondrement des places financières et plonger l'économie mondiale dans une grave récession.

## **« Cover the Globe », une politique de surarmement, une logique de guerre permanente**

Le budget militaire de Biden 2022 augmente les dépenses de « *défense* » plus que sous Trump. Elles atteignent le record de 778 milliards de dollars. Biden poursuit la politique dite de « *nouvelle Guerre froide* » selon laquelle les États-Unis sont enfermés dans une course aux armements avec la Chine et la Russie au nom du principe que « *le moyen le plus sûr de prévenir la guerre est d'être prêt à en gagner une* ». Cet objectif stratégique dit « *Cover the globe* », « *couvrir la planète* », se traduit par une prévision d'augmentation du budget militaire de 3 à 5 % par an. « *Cover the globe* », c'est plus de 750 bases militaires, plus de 200 000 soldats stationnés à l'étranger, d'énormes et coûteux porte-avions flottant éternellement sur les sept mers, et un arsenal nucléaire massif...

Cette politique militariste des USA entraîne un surarmement de l'ensemble des États de la planète, à l'image des pays d'Europe de l'est comme l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la Roumanie et la Slovaquie qui augmentent leurs propres défenses tout en appelant les États-Unis à y accroître leur propre présence militaire.

Face aux conséquences du développement du capitalisme mondialisé, de l'évolution de l'ensemble des peuples, la politique internationale des USA dépend entièrement du Pentagone, son énorme supériorité militaire étant, avec le dollar, sa principale arme pour imposer une hégémonie de plus en plus contestée et fragilisée.

Cette accumulation d'armements pour le plus grand bénéfice des producteurs d'armes, dont la France, n'est

pas seulement un immense gaspillage de richesses, elle contribue à entretenir une paix armée jalonnée de conflits et de guerres locales, terrain propice à une conflagration générale voire une guerre nucléaire.

## **Les surenchères bellicistes comme politique intérieure, montée des nationalismes**

La folie du capitalisme, la paranoïa des pouvoirs tant financiers, économiques que politiques poussent des dirigeants de plus en plus déconsidérés, confrontés à la colère populaire et aux difficultés intérieures à trouver des expédients dans des aventures bellicistes extérieures propres à flatter le nationalisme et dont personne ne contrôle les dérapages possibles.

Poutine et Biden doivent tous deux présenter une image forte et agressive, tant pour regagner leur crédibilité et leur légitimité au niveau national que pour soumettre ce qu'ils considèrent être leur zone d'influence respective : Poutine pour se remettre de la plus grande vague de protestations anti-autoritaires depuis la Perestroïka que connaît la Russie depuis plusieurs mois et des révoltes contre la corruption, les inégalités et sa politique grand-russe dans ce qu'il considère comme sa zone d'influence (Biélorussie, Kazakhstan, etc.) et Biden, qui est à la veille des élections de mi-mandat au Congrès, après un retrait humiliant d'Afghanistan et une impopularité croissante en réponse à son impuissance à appliquer ses propres décisions.

Boris Johnson déstabilisé par l'échec du brexit et les scandales devient le pire va-t-en-guerre. Macron joue au champion de la paix surtout soucieux d'afficher sa fermeté pour faire oublier les revers de ses armées au Mali et envisage d'envoyer quelques soldats en Roumanie ou de faire sortir la marine...

Les aventures militaires sont depuis longtemps une fuite en avant politique pour les régimes, les politiciens et les classes dominantes en faillite pour tenter de sauver leur pouvoir.

## **Le droit à l'autodétermination, la paix entre les mains des travailleurs et des peuples**

Dans la cacophonie des surenchères bellicistes et nationalistes, le droit des peuples n'est défendu par aucune puis-

sance, grande, moyenne ou petite. Les prétentions des États-Unis et de l'Otan à défendre la « démocratie » ou le caractère sacré de la souveraineté nationale de l'Ukraine contre « l'agression étrangère » sont des mensonges éculés alors que le gouvernement ukrainien et l'appareil d'État sont truffés de forces paramilitaires néonazies dont le parti Svoboda, que le Parlement européen avait formellement condamné pour ses « *opinions racistes, antisémites et xénophobes* », ainsi que la milice néonazie Secteur droite et le bataillon Azov. La liste des pays envahis et/ou bombardés par les États-Unis au cours des 30 dernières années, le Panama, l'Irak, le Koweït, Haïti, la Somalie, la Bosnie, le Soudan, l'Afghanistan, la Yougoslavie, le Yémen, le Pakistan, la Libye et la Syrie, souligne le cynisme hypocrite des dirigeants de l'Otan dont Macron.

Leur hystérie nationaliste rejoint celle de Poutine dans la même volonté d'étouffer le mécontentement des classes populaires, de conjurer l'émergence de mouvements de révolte sous la pression d'une union nationale mythique et mystificatrice.

Les travailleurs de Russie n'ont aucun soutien à apporter au régime de Poutine pas plus que ceux des USA ou d'Europe n'ont à rallier de quelque façon que ce soit la croisade antirusse ou antichinoise des dirigeants occidentaux.

Les uns et les autres sont engagés dans une fuite en avant économique, financière, militaire dont les populations payent le prix, un prix toujours plus lourd.

Dans tous les domaines, des risques majeurs sont devant nous, à court terme. La crise ukrainienne le démontre. Emportés par la folle logique de leur propre système, de leurs relations fondées sur la concurrence et le rapport de forces, ces dirigeants sont incapables de comportements rationnels. Leur seule raison est la défense de leur système, de leur classe, de leur pouvoir et domination. Quoi qu'il en coûte !

Face à ces menaces, le monde du travail, les populations ne pourront en finir avec les souffrances matérielles, physiques, morales qu'engendrent les infernales logiques qui se mettent en route contre eux qu'en préservant leur indépendance politique des démagogues nationalistes quel que soit leur drapeau.

*Yvan Lemaitre*

---

## **La question du logement, celle de l'organisation de la société et de la propriété capitaliste**

Le 8 février dernier, le DAL appelait à un rassemblement à Paris contre les dernières mesures sur le logement contenues dans la loi sur la décentralisation adoptée au Sénat le lendemain. « *Malgré le niveau historiquement élevé de la demande HLM, l'objectif de 25 % obligatoire de logements sociaux dans chaque ville ne sera pas relevé après 2025. Pire, les sanctions sont adoucies à l'encontre des communes récidivistes qui depuis 20 ans payent des amendes et protègent leur ghetto de riche [...] La vente*

*en bloc de HLM à des sociétés privées est autorisée* ». Au nom d'un « *enjeu prioritaire de mixité sociale* » introduit par la loi, certains logements ne seront pas accessibles aux ménages les plus modestes, ce qui « *assèche un peu plus l'offre de HLM* » dénonce le DAL.

Une « *mixité sociale* » au nom de laquelle les gouvernements mènent depuis des années des opérations de « *renouvellement urbain* » qui consistent essentiellement à détruire des tours et grands ensembles laissés à l'aban-

don et à repousser les pauvres toujours plus loin des centres urbains. Dans le même temps, les pouvoirs publics promeuvent « *l'accession à la propriété* » réduisant par là-même le parc locatif tout en laissant à la charge des nouveaux « propriétaires » l'entretien de logements vieillissants.

La production de logements sociaux n'a jamais été aussi basse. Alors que 2,2 millions de demandes sont en attente, il n'y a eu que 95 000 autorisations de création en 2021 d'après l'Union sociale pour l'habitat qui regroupe les organismes de logements. La fondation Abbé Pierre estime qu'il faudrait un minimum de 500 000 créations chaque année.

Le dernier rapport de la fondation rend compte d'une situation dramatique. 4 millions de personnes sont aujourd'hui sans logement ou mal logées : 300 000 personnes sont sans domicile fixe (le nombre a triplé en 20 ans) ; 100 000 vivent dans des habitations de fortune ; 643 000 sont hébergées chez des proches ; 25 000 dans des hôtels ; 208 000 personnes de la communauté des gens du voyage vivent dans des conditions dégradantes ; 31 000 travailleurs migrants dans des foyers en attente de rénovation. 2,8 millions de personnes vivent « *dans des conditions de logement très difficiles* » et 12,1 millions ont du mal à payer loyers, charges ou ne peuvent se chauffer.

Quant à la réforme des APL, qui a permis à l'Etat d'« économiser » 4 milliards par an, elle a aggravé la situation de nombreuses familles. Ceux qui ont des revenus entre 800 et 1 300 € ont perdu 95 € par mois en moyenne.

La fondation Abbé Pierre a invité une partie des candidats à un grand oral. Ceux qui sont venus ont bien évidemment promis d'agir, même l'ancienne ministre Taubira bafouillant de façon désinvolte ou la maire de Paris dont chacun peut voir les effets de sa politique... Plus radical, Jean-Luc Mélenchon a promis de mettre fin au « *chaos* » de l'immobilier et de « *bloquer toutes les logiques de marché qui conduisent à créer la pénurie et jeter des gens dehors pour que d'autres puissent accumuler* ». Mais comment dans le cadre de cette société et des institutions ?

## **La situation du logement, indicateur de la guerre de classe**

Le nombre de bidonvilles, de campements et de squats explose à la périphérie comme au cœur de toutes les métropoles. S'y côtoient des familles venues d'Europe de l'Est, des Roms, des personnes mises à la porte de leur logement, des migrants venant d'Afrique, du Moyen Orient... Parmi elles et eux, nombreux ont un travail, saisonniers, journaliers et parfois avec CDI mais sans autre solution de logement que de survivre avec leur famille, leurs enfants dans la plus grande des précarités, la promiscuité, le froid, la saleté..., tandis que des centaines de jeunes « mineurs non accompagnés », que l'Etat abandonne en dépit de ses propres lois, errent de squats en squats, proies de tous les trafics.

Au cœur des grandes villes, les logements populaires ont disparu les uns après les autres au gré des rénovations, laissant place à des commerces de luxe et des apparte-

ments aux loyers exorbitants. Ceux qui subsistent, en sursis, sont laissés sans entretien, souvent aux mains de marchands de sommeil avec la complaisance des pouvoirs publics. L'effondrement d'immeubles à Marseille faisant huit morts en novembre 2018 ou récemment à Bordeaux a révélé l'ampleur de ce délabrement.

Les travailleurs et les classes populaires sont relégués toujours plus loin dans des cités et banlieues dortoirs où l'accès à la santé, à la culture, aux transports, aux activités sociales, aux services publics ne cesse de se réduire.

Il y a exactement 150 ans, Engels écrivait dans *La question du logement* [1] « *L'extension des grandes villes modernes confère au terrain, dans certains quartiers, surtout dans ceux situés au centre, une valeur artificielle, croissant parfois dans d'énormes proportions ; les constructions qui y sont édifiées, au lieu de relever cette valeur, l'abaissent plutôt, parce qu'elles ne répondent plus aux conditions nouvelles ; on les démolit donc et on les remplace par d'autres. Ceci a lieu surtout pour les logements ouvriers qui sont situés au centre et dont le loyer, même dans les maisons surpeuplées, ne peut jamais ou du moins qu'avec une extrême lenteur, dépasser un certain maximum. On les démolit et à leur place on construit des boutiques, de grands magasins, des bâtiments publics [...] Il en résulte que les travailleurs sont refoulés du centre des villes vers la périphérie, que les logements ouvriers, et d'une façon générale les petits appartements deviennent rares et chers et que souvent même ils sont introuvables ; car dans ces conditions, l'industrie du bâtiment, pour qui les appartements à loyer élevé offrent à la spéculation un champ beaucoup plus vaste, ne construira jamais qu'exceptionnellement des logements ouvriers* ». Napoléon III et le baron Haussmann chassaient alors les classes populaires du centre de Paris, reproduisant ce que la bourgeoisie anglaise avait précédemment fait à Londres. Un phénomène qui n'a cessé de s'amplifier prenant aujourd'hui une tout autre ampleur.

Robin Rivaton, économiste libéral auteur du livre « *Le logement, bombe sociale à venir* » s'inquiétait le 9 février dans *la Tribune* : « *La situation inégalitaire est devenue insupportable. [...] Tous les décideurs vous le diront : il y a la crainte généralisée d'une bombe sociale même si la mèche qui l'allumera n'est pas encore là* ».

## **L'immobilier, niche à profit et financiarisation**

Dans les années 1950-1970, l'Etat s'était engagé dans une politique de construction de logements. Une nécessité après-guerre alors même que la bourgeoisie avait grand besoin de main d'œuvre qu'elle allait chercher dans les campagnes françaises, les départements d'Outre-mer et dans ses anciennes colonies d'Afrique noire ou du Maghreb... Des travailleurs et leurs familles contraints de s'entasser dans des logements vétustes et des bidonvilles aux portes de Paris et de grandes villes. L'Etat fit alors le choix de confier à des sociétés d'HLM la construction de grands ensembles et barres d'immeubles en périphérie des villes avec des loyers réglementés. Le tournant libéral allait mettre un coup de frein à cette politique.

Dès les années 1970, était apparu le nouveau credo du « pavillon » de banlieue et l'incitation à devenir propriétaire de « sa » maison. L'Etat fit le choix de subventionner la construction en série, par des entreprises privées, de vastes ensembles de maisons individuelles. Près de 70 000 ont été construites en peu de temps et à moindre coût, connues sous le nom de « chalandonnettes », du nom du ministre de l'Équipement de l'époque, Chalandon, des maisons bas de gamme dont les propriétaires allaient vite subir les malfaçons.

La diminution des constructions de logements sociaux et l'encouragement à « l'accession à la propriété » n'ont cessé de s'amplifier, pour le plus grand bonheur des promoteurs et des banques qui s'arrachent les crédits immobiliers.

Les travailleurs ont payé chèrement le rêve qu'ont voulu leur vendre les classes dominantes, endettés à vie pour des maisons au confort sommaire, pris à la gorge par les multiples dépenses contraintes et victimes, dans le monde entier, de la spéculation immobilière.

En 2007 aux USA, la crise des subprimes et l'éclatement de la bulle spéculative de ces prêts immobiliers dits « à risque » accordés à des ménages modestes, entraînait des faillites en cascade dont celle en 2008 de la banque Lehman Brothers. Des centaines de milliers de personnes des classes populaires, parmi lesquels nombre d'afro-américains, étaient jetées à la rue en quelques mois, incapables de rembourser les emprunts et leurs intérêts. Des quartiers de la région de Détroit, centre de l'industrie automobile et ancienne capitale de la maison individuelle, se peuplaient de maisons abandonnées à perte de vue.

*Dans les années qui ont suivi, le phénomène a eu des répliques aux quatre coins du monde, figeant des projets immobiliers aux portes des villes, laissant des centaines de milliers de familles sur le bord de la route et un gâchis monumental. En Europe, l'Espagne et l'Irlande ont été particulièrement touchées.*

En Chine, où l'immobilier et la construction pèsent aujourd'hui plus du quart du PIB, le promoteur géant Evergrande lourdement endetté annonçait fin 2021 être au bord de la faillite, affolant l'ensemble de l'économie chinoise et les marchés. Des milliers de petits propriétaires endettés pour payer d'avance la construction d'un logement se sont brutalement trouvés sans garantie de les voir un jour. 1,4 million ne sont toujours pas construits.

La crise de 2008 a fait trembler le monde, mais la financiarisation du secteur immobilier a partout repris de plus belle. Une étude estime qu'en Europe, en août 2021, 2 000 milliards de dollars d'actifs étaient investis dans des logements, soit à peine moins que le PIB de l'Italie.

Logement et crédits immobiliers sont soumis à une spéculation folle. La conséquence en est la hausse spectaculaire des prix et des loyers. Les classes moyennes se surendettent, les pauvres sont chassés toujours plus loin tandis que les centres villes rénovés se « gentrifient ».

**« La crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire »**

*« Une société ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclusivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction ; lorsque sans cesse de nouvelles améliorations mécaniques, etc., retirent leur travail à des masses d'ouvriers ; lorsque des crises industrielles violentes et cycliques déterminent, d'une part, l'existence d'une forte armée de réserve de chômeurs et, d'autre part, jette momentanément à la rue la grande masse des travailleurs ; lorsque ceux-ci sont entassés dans les grandes villes et cela à un rythme plus rapide que celui de la construction des logements dans les circonstances actuelles et que pour les plus ignobles taudis il se trouve toujours des locataires ; lorsqu'enfin, le propriétaire d'une maison, en sa qualité de capitaliste, a non seulement le droit mais aussi dans une certaine mesure, grâce à la concurrence, le devoir de tirer de sa maison, sans scrupules, les loyers les plus élevés. Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc., que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble »* disait Engels [1].

Dans une *Plateforme Logement pour tou.tes* [2], un collectif d'organisations dont le DAL et de nombreuses autres dont la CGT, FSU, Solidaires, etc., exigent des mesures d'urgence « pour que chacun.e accède à un logement décent, stable, abordable, accessible et respectueux du climat, pour un droit au logement universel, inconditionnel et protecteur ». Parmi elles, celles de « cesser les expulsions sans relogement décent et apurer les dettes de loyer ; réquisitionner les biens vacants spéculatifs ; respecter le droit à l'hébergement des sans-abri et des exilé.es jusqu'au relogement ; abroger les lois répressives visant les gens du voyage, les habitant.es précaires de terrains, les occupant.es par nécessité de logements vacants ; interdire les coupures d'énergie et encadrer à la baisse les prix de l'énergie ».

Oui, il faut imposer des mesures d'urgences, autoritaires. Et cela ne pourra se faire qu'en contestant les géants du BTP et autres promoteurs, les banques, les fonds spéculatifs et par la mobilisation des premier.es concerné.es eux-mêmes, travailleur.ses, classes populaires, habitant.es des squats et des bidonvilles, étudiant.es mal-logés, militant.es des associations et organisations qui se battent au quotidien pour le droit au logement.

*« Aussi longtemps que subsistera le mode de production capitaliste, résumait Engels, ce sera folie de vouloir résoudre isolément la question du logement ou tout autre question sociale concernant le sort de l'ouvrier. La solution réside dans l'abolition de ce mode de production, dans l'appropriation par la classe ouvrière elle-même de tous les moyens de production et d'existence ».*

Isabelle Ufferte

1 <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm>

2 <https://www.droitaulogement.org/2022/01/18894/#>